

HOURS, Bernard. *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Montréal, L'Harmattan, 1998, 178 p.

François Constantin

Nécessité ou innovation ? Vers une redéfinition de la politique étrangère Canadienne 1984-1993
Volume 31, Number 2, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704158ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704158ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Constantin, F. (2000). Review of [HOURS, Bernard. *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Montréal, L'Harmattan, 1998, 178 p.] *Études internationales*, 31 (2), 350–353. <https://doi.org/10.7202/704158ar>

dans ce sens qu'elle met à la disposition des chercheurs des outils facilement manipulables pour les besoins d'analyses empiriques. D'autre part, la réconciliation entre la théorie politique et les relations internationales est logique et productive dans la mesure où elle élargit le cercle des théoriciens des relations internationales. Pour ma part, cet ouvrage, un bilan complet de la problématique théorique en relations internationales, a atteint son objectif ultime, celui de désavouer la rupture entre la théorie politique et les relations internationales et celui de proposer une typologie originale des théories de relations internationales. Ce faisant, aussi bien aux étudiants en relations internationales, aux gestionnaires des affaires internationales des États qu'à ceux intéressés par la vie internationale, je conseille l'ouvrage de David Boucher parce que l'auteur, par sa documentation, son argumentation et son effort de systématisation a su le placer aux premières loges de la littérature sur la théorie politique des relations internationales.

Munda Simamba BARUTI

*Candidat au doctorat en science politique,
Université Laval, Québec*

L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue.

*HOURS, Bernard. Montréal,
L'Harmattan, 1998, 178 p.*

En sa double qualité de chercheur scientifique (anthropologue) et d'acteur de l'action humanitaire, B. Hours dispose de toute l'expérience souhaitable pour tenir un discours légitime sur le sens profond des interventions qualifiées d'« humanitaires ».

Inventées, peut-on considérer, au siècle dernier finissant par H. Dunant, elles se sont multipliées au cours du xx^e siècle au point de constituer, dans l'après-guerre froide, une des composantes de la quotidienneté de la vie internationale telle qu'elle est théâtralisée par les gouvernements et les ONG avec la complicité décisive des médias. C'est cette banalisation qui fait problème dans la mesure où la générosité qui, semblait-il, présidait à leur invention est trop en porte-à-faux avec les caractères dominants de la vie sociale en général et, en particulier, d'une vie internationale où l'altruisme humaniste ne constitue qu'une variable de second ordre dans la multitude des interactions entre acteurs publics et privés s'appliquant à faire prévaloir leurs points de vue, leurs valeurs et leurs intérêts. Les termes du problème sont ici encore aggravés par le fait que les initiateurs des interventions humanitaires interpellent directement l'opinion publique auprès de laquelle ils recherchent une légitimité au-dessus de tout soupçon idéologique... et aussi, plus trivialement, des fonds. Les possibilités de dérives sont alors manifestes, d'une part parce que l'on découvre le caractère déterminant des moyens financiers et plus largement logistiques nécessaires, ce qui renouvelle le clivage entre riches et pauvres (avec toutes les nuances intermédiaires que l'on veut) et met en évidence l'existence de problèmes de sélection (« où va-t-on intervenir ? ») et de dépendance (« qui paie ? »), et, cela est directement lié, d'autre part parce que l'on veut faire oublier que l'action humanitaire, en dépit de ses apparences universalistes, est elle-même le produit de choix idéologiques historiquement et culturellement situés. Et

l'actualité quotidienne illustre la réalité des risques de passer de ce qui n'est que dérives à de véritables perversions, la générosité affichée servant à imposer de nouvelles formes de domination, reproduisant sur la scène internationale la logique historique de la charité religieuse cultivée en parallèle au développement et de l'autoritarisme politique, et du patrimonialisme, et enfin du capitalisme.

Dans ce contexte, B. Hours a depuis longtemps contribué à l'entreprise de dégrossissement de l'opinion. Ce sont ces écrits, s'étendant sur une quinzaine d'années, qu'il a réunis ici en les encadrant d'une introduction et d'une conclusion inédites. L'avantage est que ce faisant, on peut espérer que des analyses initialement publiées dans des revues ou publications ne touchant que quelques centaines de lecteurs spécialisés trouvent une audience élargie. L'inconvénient est qu'en l'absence de relecture systématique, la cohérence de l'ensemble est affectée par le caractère circonstanciel, polémique ou répétitif de certaines considérations, ce qui fait perdre à la démonstration de son caractère percutant et pourrait lasser le lecteur *a priori* intrigué par l'idée même qu'il soit possible de critiquer l'action humanitaire.

Certes, l'auteur ne se contente pas d'une présentation strictement chronologique puisqu'il a regroupé ses écrits en quatre thèmes successifs allant du particulier au plus général. Il commence ainsi par analyser sa propre expérience dans le domaine de la médecine humanitaire au travers de trois articles qui établissent, selon lui, qu'elle s'abrite derrière un « prétexte démocratique », donnant bonne cons-

cience aux inspireurs de cette aide et masque sa dimension foncièrement ethnocentrique et ses incidences périlleuses, comme l'émergence d'une victimologie que cultivent, consciemment ou non, les médecins urgentistes menacés du virus du pompier pyromane et entretenant l'arrogance du Nord en croyant participer à la promotion des droits de l'Homme. La seconde partie est centrée sur les acteurs privilégiés de cette propagande humanitariste, les ONG. Trois textes permettent alors de mettre en évidence les ambiguïtés profondes de cette nébuleuse idéalisée, et le propos reste alors d'actualité comme l'a montré l'agitation ayant entouré le sommet de l'OMC à Seattle (et dont la lecture fait apparaître de multiples contradictions) qui a contribué à entretenir la mythologie : étant par définition « non-gouvernementales », les ONG d'une part sont contre « l'État », d'autre part sont « la société civile » (qualifiée, pour les plus ambitieuses, de « planétaire »), donc jouissent d'une légitimité démocratique au-dessus de tout soupçon. De plus, leur spécialisation en fait un lieu d'expertise scientifique lui-même au-dessus de toute compromission. On ne peut alors que rejoindre l'auteur lorsqu'il insiste sur le fait que l'on est en pleine fiction qui ne trompe que l'opinion publique et certainement pas les responsables d'ONG, ni les gouvernements. La troisième partie centre la critique sur la dialectique mondialisation-exclusion, dénonçant un nouveau « totalitarisme démocratique » au service d'une « économie mondiale totalitaire » réduisant le Sud à l'état de réservoir de main d'œuvre et de camp de réfugiés. C'est tout le développement qu'il faut retenir afin de (re)trouver la liberté

dont l'existence se prouve non pas par l'unification du monde, mais par la reconnaissance de l'altérité. Cette question de l'altérité est placée au centre de la dernière partie dont les deux textes stigmatisent l'individualisme occidental qui est au cœur des discours sur ce devoir d'ingérence, qui permet de ne pas s'interroger sur ses propres responsabilités et revient à renouveler les termes de « la domination du fort sur le faible, la volonté de puissance du fort sur le faible, c'est-à-dire une attitude largement contraire au respect de l'homme ». Et, mettant en relation de causalité « vulgate humanitaire » et économie mondialisée, B. Hours anticipe sur sa conclusion qui ne fait qu'enfoncer le clou : l'idéologie humanitaire est une entreprise liberticide s'inscrivant dans un « totalitarisme libéral », sinon même « anthropophage » justifiant, face à ce moralisme de pacotille, une « morale de résistance » fondée sur l'idée selon laquelle « mieux vaut éviter de produire des victimes plutôt que de passer son temps à faire semblant de les sauver », comme le conclut l'auteur.

La pertinence globale de la critique n'est pas en cause, mais ne dissipe pas, bien au contraire, un sentiment de malaise car à notre sens, une aussi juste critique aurait mérité un plaidoyer beaucoup mieux articulé et évitant de mélanger trop les genres, entre le pamphlet et la démonstration. Il ne suffit pas de manier avec virtuosité le paradoxe ni d'accumuler de manière répétitive un argument (la perversité de l'entreprise « Liberté sans frontières », de P. Bruckner, ou de la diplomatie selon Saint-Bernard – Kouchner), une affirmation, ou un mot-choc (7 fois les mots « totalitarisme » ou « totalitaire » en moins de

20 lignes, p. 123) pour battre en brèche des idées reçues, surtout lorsque l'on veut reconstituer les étapes successives d'un vaste et intéressant mouvement d'idées qui a conduit de l'anticolonialisme au tiers-mondisme puis à l'humanitaire et aux droits de l'homme. Il ne suffit pas d'en appeler au fil des pages à la caution épigraphique de J. Baudrillard, M. Augé, Hampaté Ba et autres pour structurer une entreprise de déconstruction salutaire et assurer la force de son propos. Autrement dit, mais sans doute ceci est le résultat de notre propre conformisme académique, il aurait été bien préférable que B. Hours prenne davantage le temps de réorganiser ses écrits autour des points forts de sa critique, permettant au lecteur néophyte de mieux la comprendre, et donc d'y adhérer, ce qui doit être l'objectif ultime de l'auteur. De ce point de vue, dans la littérature contemporaine qui se multiplie sur « l'humanitaire » (phénomène lui-même intéressant...), ce lecteur sera peut-être moins troublé, et donc mieux convaincu, par la démonstration tout aussi concrète de P. de Senarclens (*L'humanitaire en catastrophe*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1999). Il manque certes à ce dernier la même expérience du terrain que celle de B. Hours. Mais si celle-ci doit conduire à un manichéisme tel qu'il fait écrire que « là où l'idéologie humanitaire progresse, les droits concrets de l'homme régressent » (p. 164), on peut se demander, une fois laissé de côté l'argument discutabile selon lequel un peu de provocation n'est pas inutile pour réveiller les consciences, si un minimum de distanciation par rapport à l'action n'est pas utile pour permettre de sortir des ornières dans lesquelles

l'action humanitaire s'est embourbée et apporter des éléments de réponse à la question qui reste posée une fois achevée la lecture : puisque tout, ou à peu près, est perverti ou perversible, et qu'entre le Nord et le Sud, il y a non seulement des différences, mais aussi des inégalités dramatiques, que faire ? Une ouverture semble entre-baïllée par B. Hours lorsqu'il s'arrête un instant sur les ONG du sud ; la lucidité du regard trop fugace qu'il porte en tant qu'anthropologue et praticien sur ce terrain fait encore regretter une réécriture de l'ensemble qui lui aurait sans nul doute permis d'en dire beaucoup plus et, pour le lecteur, de refermer le livre en sachant qu'au moins quelque part, il existe une voie nouvelle qui justifie l'action.

François CONSTANTIN

CREPAO

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Women, Culture, and International Relations.

JABRI, Vivienne & Eleanor O'GORMAN.
Boulder, Lynne Rienner Publishers,
Inc., Coll. « *Critical Perspectives on
World Politics* », 1999, 211 p.

Ce collectif propose un point de vue féministe à la discipline des relations internationales, un domaine traditionnellement réservé aux hommes et encore majoritairement occupé par eux. Il remet en cause les théories et les pratiques qui obnubilent l'apport des femmes et centre ses réflexion sur la notion de différence – surtout celle de genre et culturelle – pour dépasser les « relations de pouvoir centrées sur l'opposition binaire entre les hommes et les femmes et les valeurs relatives qui leur étaient assignées » (p. 3).

L'ouvrage est bien encadré par une introduction (chap. 1) qui indique les raisons qui ont été à l'origine de ce projet, situe la problématique générale, relève les principales thèses féministes qui ont cours dans la discipline et présente les sept chapitres subséquents.

Dans un premier temps, des recherches et publications ont montré jusqu'à quel point les discours et les textes, depuis 1919, ont complètement ignoré le rôle des femmes dans la politique globale. Elles ont également révélé l'exclusion systématique de l'apport féministe dans l'analyse de thèmes aussi centraux que la sécurité, l'économie et l'État.

Le présent ouvrage veut dépasser l'approche traditionnelle de souveraineté et de territorialité réservée aux relations internationales pour faire valoir l'importance de relations à d'autres niveaux et laisser un espace à la subjectivité. Le défi est de taille puisqu'il tente de lier vie sociale et vie politique.

Un énoncé féministe de jugement moral ouvrant sur un débat qui va au-delà des frontières étatiques et culturelles est-il théoriquement viable, se demande Kimberly Hutchings ? Est-il possible d'universaliser une théorie normative féministe ? Après une revue critique et une argumentation philosophique des diverses théories en présence, elle conclut qu'une éthique féministe internationale devrait s'engager à sauver les aspects de la théorie morale qui recèlent une possibilité phénoménologique.

Vivienne Jabri explore la notion de différence à travers une problématique de la subjectivité. Cette dernière